

<http://www.snetap-fsu.fr/Corse-Boycott-du-CTREA-du-23.html>



Corse : Boycott du CTREA du 23 janvier

- En Région -

Date de mise en ligne : mardi 7 février 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

De clarification [CTREA](#) Corse 2012 01 23

Les représentants, SNETAP-[FSU](#), SEA -[UNSA](#), STC et [SYAC-CGT](#), représentant la quasi-totalité des personnels de l'enseignement et de la formation professionnelle de Corse (dont l'apprentissage) refusent de participer à ce nouveau Comité Technique Régional de l'Enseignement Agricole.

Les enjeux de la formation des professionnels et futurs professionnels en Corse doivent se baser sur un projet régional de l'enseignement agricole public.

Or, qu'en est-il en réalité ?

En opposition de ce PREA, vous nous présentez des tableaux construits sur des critères de gestion avec les délégués élus de l'Assemblée de Corse et des conseils d'administration de nos deux [EPL](#).

Votre cadre de débat sur **les évolutions des structures se limite à un strict examen comptable qui ne donne pas de perspectives**, en se basant sur un **blocage des dotations des établissements sur au moins 3 ans**.

Notre rôle, en tant que représentants des personnels, n'est pas d'avaliser les critères de négociation de vos « dialogues de gestion » avec la [DGER](#).

Cela se traduit dans les faits par :

- le blocage de la [DGH](#) sur trois ans à environ 24350 h ;
- le maintien du plafond de recrutement à 10 élèves par spécialité en seconde professionnelle ;
- le regroupement "force " et sans prise en compte de l'intérêt pédagogique d'options en seconde et en bac pro ;
- la fermeture de la première et terminale S à Sartène (en partenariat avec l'[EN](#)) ;
- le maintien du STAV à Paul Vincensini et le non transfert sur le site de Borgo.

Nous ne pouvons accepter de siéger pour la première fois dans cette nouvelle instance, alors que les règles minimales de fonctionnement ne sont pas respectées : un certain nombre de représentants n'ont, à ce titre, pas reçu dans les délais la convocation, l'ordre du jour et les documents préparatoires.

Nous ne pouvons avaliser une politique et dont la seule conséquence est la fragilisation de nos deux EPL et du service public de l'enseignement et de la formation en Corse, avec le maintien dans la précarité de nombreux collègues, ainsi que la perspective de suppressions d'emplois et de mutations dans l'intérêt du service...

Si le Ministère persiste dans cette politique strictement comptable, vous trouverez en face de vous, comme vos précédents, les personnels et les acteurs de l'agriculture en Corse, totalement déterminés à défendre et à développer notre outil de formation.

Votre priorité doit être de construire un projet avec les élus et les professions agricoles pour répondre à

l'ensemble des besoins.

Cela passe impérativement par :

- Une anticipation des évolutions structurelles,
- le remplacement des exploitants et salariés en retraite,
- la modernisation des métiers et la qualification de ses acteurs,
- la prise en compte de la crise énergétique,
- le développement de filières courtes,
- la gestion multi-fonctionnelle des espaces forestiers et naturels...

Dans ce cadre, nous serons à votre disposition pour élaborer ensemble ce projet, par le biais de groupes de travail avec les élus et la profession, que nous appelons de nos vœux.

Les représentants des Personnels SNETAP-FSU, SEA-UNSA, STC, SYAC-[CGT](#)

Communiqué de presse Pour un enseignement agricole au service de la Corse

Devant l'absence de Projet Régional, l'ensemble des personnels de l'enseignement public agricole de Corse boycotte les réunions avec la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt.

En effet, la [DRAAF](#) n'a aucune politique éducative cohérente à moyen terme. Notre direction régionale se limite à une stricte mise en œuvre comptable avec un blocage des moyens sur au moins 3 ans.

Ce gel des moyens se traduit par :

- Le refus d'entrée en formation avec la seule solution de partir sur le continent pour se former,
- Des répercussions sur la qualité du suivi individuel,
- Le regroupement "forcé" de formations sans prise en compte des enjeux pédagogiques,
 - La fermeture de formations sans analyse véritable,

Nous ne pouvons pas avaliser une politique dont la principale conséquence est la fragilisation du service public de l'enseignement et de la formation agricole en Corse.

Si le Ministère persévère dans cette politique strictement comptable, nous refuserons de participer à toute nouvelle réunion à la DRAAF et nous demanderons audience au cabinet du ministre.

Le préalable à toute participation à une nouvelle réunion sera des propositions concrètes de la DRAAF en matière de moyens pour conforter les formations actuellement ouvertes afin d'aborder la rentrée 2012 dans les meilleures conditions.

Corse : Boycott du CTREA du 23 janvier

Les enjeux de la formation des professionnels et futurs professionnels en Corse doivent se baser sur une volonté de développement territorial avec un projet régional de l'Enseignement Agricole Public. Ce projet permettrait une analyse de tous les besoins insulaires de formation et une planification en partenariat avec les filières et en cohérence avec les délibérations de nos Elus de l'Assemblée de Corse.

Nous serons à votre disposition pour élaborer ensemble ce Projet Régional de l'Enseignement Agricole de Corse, dans le cadre de groupes de travail associant les élus et les professionnels.

Les représentants des Personnels SNETAP-FSU, SEA-UNSA, STC, SYAC-CGT